

Marché n° 2025950ACPS023

ACCORD-CADRE DE MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE ET DESENFUMAGE

MECANIQUE, DES MOYENS FIXES D'EXTINCTION ET DES MATERIELS DE DESENFUMAGE NATUREL

NON-ASSERVIS AVEC ASTREINTE

Questions/réponses V4 du 30 mai 2025

Question 1

A l'article 3.6.1.2 du CCTP il est demandé que « Chaque équipement sera identifié sur plan sur une base DWG » pour les DAS/DCT, possédez-vous les fonds de plan de l'ensemble de vos bâtiments en DWG ? Si non, comment devons-nous procéder ? mise à jour sur plans scannés ou création des fonds de plan DWG à notre charge ?

Réponse 1

Oui, l'Université possède l'ensemble des plans en DWG.
L'entreprise retenue aura l'intégration des équipements existants sur cette base.

Question 2

A l'article 4.1 du CCTP, il est indiqué la nécessité de créer et/ou mettre à jour les carnets d'identité d'extinction et les plans des moyens d'extinction.
Possédez-vous les carnets d'identité des campus 1 et 2 ?

Réponse 2

Non, l'université ne possède pas de carnets pour l'ensemble des sites.

Question 3

Possédez-vous les plans de masse des campus 1 et 2 en DWG ?

Réponse 3

Oui, l'Université possède les plans de masse DWG des deux campus

Question 4

Paragraphe 3.7 Pour la partie 2 : "Les systèmes de sécurité incendie et équipement d'alarme de 11 ans" : Les systèmes de sécurité incendie dit "obsolète" par les constructeurs en font-ils partie ?

Réponse 4

OUI

Question 5

Dans le point 3.7, "Le prestataire prendra en charge la levée des réserves issues des rapports des bureaux de contrôle et des prescriptions des services du SDIS.", cette prestation se fera t'elle sur la base du BPU ? Si oui, lequel ?

Réponse 5

Cette prestation sera incluse dans les DPGF et BPU en fonction de l'âge du matériel et du type d'équipement. par exemple si l'équipement a moins de 10 ans, ce sera la DPGF curative de - 10ans etc...

Question 6

Bonjour, 1 . Pouvez-vous nous dire quelle version/année de la Norme NFS61-933 à prendre compte pour les visites de maintenance ?

Réponse 6

Nouvelle version en décembre 2022, avec une entrée en vigueur prévue pour mai 2024
Pour le nombre de visites, il est décrit dans le poste 3.5 avec les besoins.

Question 7

Concernant l'annexe 9 :

- Ligne 31 Campus 1 - Bâtiment B - Bâtiment LETTRE : nous n'avons pas le détail des installations, pouvez-vous nous le fournir ? (nbr de DI, DM)

Réponse 7

- Voici la liste ci-dessous pour le Bâtiment B



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



UNIVERSITÉ DE CAEN · NORMANDIE

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE



Attestation de pose d'équipements

Listing du matériel SSI installé

FA ELEC 27

1/1

Informations générales de l'affaire

Service :

Affaire : UNICAEN BAT B

Client :

UNICAEN

N° affaire :

270010

Localisation

Bâtiment / Etage : Tous niveaux

Repère :

1

Document de référence :

Constructeur du SSI : DEF

Listing du matériel :

Désignation	Référence	Quantité
Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie adressable de catégorie B ANTARES IV Type B en coffret	01TV125	1
Alimentations Électriques de Sécurité AES 48V 12A C180 SB en coffret AES DAS	00AL083	2
Déclencheur manuel DMOA	01BG021	64
Dispositif Visuel d'Alarme Feu Radiance RCW	00BO135	43
Dispositif Sonore d'Alarme Feu AVS2000 SIP	00BO102	100
Modules déportés Antares IV ED4L	01BO047	22
Tableau répéteur d'exploitation Clarion	02CF018	1

24/06/22

GROUPE SNEF
Centre de Caen
Chargé d'Affaires
U. BELLANZA



Normandie Université

Campus 1

Esplanade de la Paix · CS 14032 · 14032 Caen cedex 5

02 31 56 55 91

marches.publics@unicaen.fr

www.unicaen.fr

Question 8

Concernant l'annexe 9 :

- 1 - Certaines installations semblent être en doublon dans l'annexe 9. Par exemple les lignes 8 et 25 concernent la Bâtiment BU du Campus 1 ?
- 2 - Les lignes 20 et 53 concernant toutes les 2 le bâtiment Antenne Droit-Damigny ?

Réponse 8

1 - Oui effectivement il y a un doublon

2 - Oui effectivement il y a un doublon et cela concerne bien le droit

Question 9

Concernant l'annexe 9 :

- Sur les lignes 21, 23, 26, 28,39,45 : il apparait des équipements mais pas de nom de bâtiment. Pouvez-vous nous indiquer à quels bâtiments correspond chacune de ces lignes ?

Réponse 9

Je n'ai pas d'explication sur ce manque et je ne suis pas non plus en mesure de confirmer l'appartenance à un bâtiment. L'objet du présent marché est aussi une mise à jour de la liste des équipements.

Si des éléments sont manquants ou en supplément, nous avons prévu la mise à jour par avenant, comme il est inscrit à l'article 3.1 du CCAP : « Dans les 3 mois de la prise d'effet du présent accord-cadre, si le titulaire constate une différence entre les équipements listés et la réalité des équipements, il en informera l'Université qui procédera à la mise à jour des DPGF concernées par voie d'avenant ».

Question 10

Concernant l'annexe 9 :

- Il y a des incohérences sur les références de ECS/CMSI qui ne sont pas de la même marque :
 - o Ligne 8 SIEMENS FS20 / DEF ALTAIR
 - o Ligne 33 CHUBB / NOVA VEGA
 - o Ligne 60 FINESECUR / ALTAIR

- Pouvez-vous nous indiquer les bonnes références des installations ?

Réponse 10

- Il y a des incohérences sur les références de ECS/CMSI qui ne sont pas de la même marque :

- Ligne 8 SIEMENS FS20 / ~~DEF-ALTAIR~~
- Ligne 33 CHUBB / ~~NOVA-VEGA~~
- Ligne 60 FINESECUR / ~~ALTAIR~~
- Pouvez-vous nous indiquer les bonnes références des installations ?

L'objet du présent marché est aussi une mise à jour de la liste des équipements (cf élément de réponse ci-dessus : article 3.1 du CCAP).

Question 11

Dans le CCTP, il n'est pas fait mention du reconditionnement. S'agissant d'une préconisation constructeur/assureur, pouvez-vous nous indiquer vos attentes sur ce point ?

Réponse 11

Ce point apparaît dans l'article 3.7 du CCTP avec les conditions décrites : «Ces matériels pourront être neufs ou d'occasion avec une proposition de garantie (installation comprise)..... »

Question 12

Auriez-vous la liste des batteries et leur année de remplacement pour chaque installation ?

Réponse 12

Non, je n'ai pas ni la liste des batteries, ni la date de remplacement.

Question 13

Pouvez-vous nous fournir l'historique des demandes d'intervention par bâtiment sur les 3 dernières années ?

Réponse 13

Nous ne sommes pas en mesure de fournir ces éléments

Question 14

Les tableaux de report apparaissent à la fois dans l'annexe 5 « BPU Vitaux » et dans l'annexe 4 « DPGF NON VITAUX » : comment devons-nous les considérer ? car cela impacte leur prise en charge en garantie totale

Réponse 14

Cela signifie que si l'ensemble du SSI est de moins de 10 ans, il sera en garantie totale DPGF et si + 10 ans alors au BPU.

Question 15

Même question pour les AES, les matériels déportés/satellites, les coffrets de relai moteur et les moyens de désenfumage mécanique qui apparaissent tous dans la liste des équipements à la fois VITAUX et non VITAUX. Pouvez-vous nous confirmer s'il s'agit d'équipement VITAUX ou NON VITAUX ?

Réponse 15

Oui, ce sont bien pour moi des éléments vitaux.

Question 16

- Au vu des questions complémentaires, pouvons-nous obtenir un report de la DLRO (date limite de remise d'offre) au 24/06/2025 ?

Réponse 16

Non, la date initiale est maintenue.

Question 17

Pouvez-vous nous dire quelle version/année de la Norme NFS61-933 à prendre compte pour les visites de maintenance ?

Réponse 17

Nouvelle version en décembre 2022, avec une entrée en vigueur prévue pour mai 2024 (identique à réponse de la question n°6)

Question 18

Dans le point 3.7, "Le prestataire prendra en charge la levée des réserves issues des rapports des bureaux de contrôle et des prescriptions des services du SDIS.", cette prestation se fera-t-elle sur la base du BPU ? Si oui, lequel ?

Réponse 18

Les réserves issues de bureaux de contrôle ou du SDIS porteront sur des organes non vitaux.

Si l'équipement a moins de 10 ans, cette prestation est incluse dans le prix forfaitaire de la maintenance

Si l'équipement a + de 10 ans, soit la prestation est incluse dans le DPGF organes non vitaux de plus de 10 ans ; à défaut, un devis sera demandé

Question 19

Paragraphe 3.7 Pour la partie 2 : "Les systèmes de sécurité incendie et équipement d'alarme de 11 ans " : Les systèmes de sécurité incendie dit "obsolète" par les constructeurs en font-ils partie ?

Réponse 19

Oui, l'ensemble des équipements concernés est inscrit dans l'annexe 5 DPGF

Question 20

Il est indiqué au sein de l'article 3.2 du Règlement de consultation qu'il n'est pas autorisé aux candidats de présenter plusieurs offres pour un marché en agissant à la fois en qualité de mandataire d'un groupement et en qualité de co-traitant d'un ou plusieurs de groupements. Il est admis à un candidat d'être membre de plusieurs groupements à la condition de ne pas être mandataire de l'un d'eux." Or, au regard du code de la commande publique en ses articles R2151-7 et R2142-21, il semble interdit qu'un candidat puisse soumissionner au sein de plusieurs groupements. En effet, il y aurait un risque d'aller à l'encontre du respect du droit de la concurrence. A cet effet, maintenez-vous la rédaction comme telle du présent article ?

Réponse 20

Les articles que vous citez disposent que :

« Les documents de la consultation peuvent interdire aux candidats de présenter pour le marché ou certains de ses lots plusieurs offres en agissant à la fois :

1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

2° En qualité de membres de plusieurs groupements ».

Il n'est pas inscrit que les acheteurs doivent interdire, c'est donc laissé à l'appréciation souveraine de l'acheteur.

Question 21

Annexe 9 Liste équipements : Le quantitatif du bâtiment INSPE de Caen - Bâtiments A, E et R n'est pas renseigné. Or il s'agit d'un bâtiment de taille importante à ne pas négliger. Pourriez-vous nous transmettre ces informations ?

Réponse 21

L'annexe 9 a été modifiée pour y intégrer les quantités des équipements de l'INSPE.

Pour rappel, si des éléments sont manquants ou en supplément, nous avons prévu la mise à jour par avenant, comme il est inscrit à l'article 3.1 du CCAP : « Dans les 3 mois de la prise d'effet du présent accord-cadre, si le titulaire constate une différence entre les équipements listés et la réalité des équipements, il en informera l'Université qui procédera à la mise à jour des DPGF concernées par voie d'avenant ».

Question 22

Bonjour, Dans le cadre d'une sous-traitance de 1er rang, avons-nous le droit à la sous-traitance de 2ème rang ?

Réponse 22

Le principe du libre recours à la sous-traitance est consacré par le droit européen et par le Code de la Commande Publique. Il n'est pas permis de restreindre le nombre de rang de sous-traitance ; la sous-traitance de 2nd rang est permise, sous réserve des capacités et compétences des sous-traitants.

La sous-traitance doit donc être déclarée à l'acheteur avant tout début d'exécution, afin qu'il délivre son acceptation et l'agrément des conditions de paiement. Le sous-traitant de 2nd rang ne bénéficie pas du paiement direct par l'acheteur.